

LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



ETHIOPIE

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org

2

LONDA
2023
RAPPORT SUR
LES DROITS
NUMÉRIQUES
ET L'INCLUSION
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)
ISBN: 978-978-789-359-3

CRÉDITS

Rapport de Pays:
Atnaf Berhane

Équipe éditoriale:
'Gbenga Sesan
Hlengiwe Dube
Nnenna Paul-Ugochukwu
Thobekile Matimbe

Traducteur:
Paper Bag Africa

Rédacteur de copie:
Dr. Mouhamed Diop

Conception et mise en page:
Kenneth Oyenyi



Ethiopie

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport examine le paysage des droits numériques en Éthiopie, en se concentrant sur les développements en 2023, y compris les défis et les étapes importantes. Les domaines thématiques couverts comprennent l'accès à l'internet et les perturbations, la liberté d'expression et l'état des services de télécommunications. Les fermetures d'Internet et les restrictions de la liberté en ligne se sont poursuivies, notamment dans la région d'Amhara, et un black-out de cinq mois sur les médias sociaux a été observé dans tout le pays. Malgré un faible taux de pénétration de l'internet (16,7 %), il y a eu des développements positifs, comme le lancement d'un réseau 5G à Addis-Abeba par Ethiotelcom. Le rapport recommande, entre autres, un engagement en faveur des droits numériques, de la liberté d'expression et de la cessation des fermetures d'Internet et des restrictions en ligne.

4

Introduction

Le paysage éthiopien des droits numériques a connu des succès et des défis au cours des dernières années. Au milieu des conflits et des mesures de répression contre les journalistes et les plateformes en ligne, l'année 2023 a été particulièrement difficile pour les droits numériques. Les fermetures d'Internet et les restrictions de la liberté en ligne sont devenues des pratiques familières des autorités. Le Premier ministre Abiy, autrefois salué comme un champion de la paix et de la réforme, a fait remarquer « qu'Internet n'est ni de l'eau ni de l'air » à la suite d'une fermeture complète de l'Internet à l'échelle nationale pendant des semaines en 2019. La fermeture d'Internet dans la région d'Amhara et la restriction des médias sociaux durant cinq mois mettent en évidence le manque d'engagement du gouvernement à respecter les libertés sur Internet.¹

La liberté d'expression a été restreinte suite à l'état d'urgence qui a été imposé dans les régions Amhara le 4 août 2023 par le ministre du Conseil.²

Les journalistes en ligne qui couvraient le conflit dans les régions Amhara ont fait l'objet d'arrestations arbitraires et de détentions préventives.³ Conformément au principe 20 de la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique, les États sont tenus d'assurer la sécurité des journalistes et des professionnels des médias.⁴ Cependant, la situation actuelle présente une violation claire de ce principe. L'arrestation de journalistes, en particulier ceux qui traitent de sujets sensibles, a créé un climat de peur qui a conduit à l'autocensure, portant ainsi atteinte à la liberté d'expression. Cette restriction a encore intensifié la polarisation en ligne et la propagation de la désinformation. Tout en limitant l'expression des opinions nationales, elle permet paradoxalement la prolifération des discours haineux et des opinions polarisées de la diaspora.⁵ Par conséquent, la qualité du discours en ligne a été gravement compromise, le rendant malsain.

Le taux de pénétration de l'internet en Éthiopie est de 16,7 %. Ce taux est inférieur à celui des pays voisins. En février 2023, le nombre d'utilisateurs d'internet en Éthiopie était de 20,86 millions.⁶ L'Éthiopie s'est fixé pour objectif d'alphabétiser numériquement 70 % de ses citoyens d'ici la fin de 2025.⁷ L'opérateur public Ethiotelcom a lancé un réseau 5 g sur 145 sites dans la capitale Addis-Abeba, ce qui constitue une avancée encourageante pour la qualité des services de télécommunications.⁸

¹ L'Éthiopie coupera l'internet quand elle le voudra, "ce n'est ni de l'eau ni de l'air" - PM Abiy (Africa News, 12 juin 2029) <https://www.africanews.com/2019/08/02/ethiopia-will-cut-internet-as-and-when-it-s-neither-water-nor-air-pm-abiy/>

² L'Éthiopie déclare l'état d'urgence dans la région d'Amhara dans un contexte de violence croissante (The Guardian, 4 août 2023) <[³ Trois nouveaux journalistes arrêtés dans le cadre de l'état d'urgence en Éthiopie \(CPI, 06 septembre 2023\) <https://cpi.org/2023/09/three-more-journalists-arrested-under-ethiopias-state-of-emergency/>](https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/04/ethiopia-declares-a-state-of-emergency-in-amhara-amid-increasing-violence#:~:text=Ethiopia%20declares%20a%20state%20of%20emergency%20in%20Amhara%20amid%20increasing%20violence,-This%20article%20is&text=Ethiopia's%20council%20of%20ministers%20has,ethnic%20militia%20and%20the%20army.></p></div><div data-bbox=)

⁴ CADHP - Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information - Principe 20

⁵ Elias Meseret "Diaspora Dilemma : Shadows of Disinformation Among Ethiopia's Diaspora" (Addis Standard, 11 novembre 2023) <https://addisstandard.com/diaspora-dilemma-shadows-of-disinformation-among-ethiopian-diaspora/>

⁶ Numérique 2023 : Éthiopie (portail de données du 13 février 2023) <https://datareportal.com/reports/digital-2023-ethiopia>

⁷ Le FENU et le ministère de l'innovation et de la technologie convoquent les principales parties prenantes pour délibérer sur une prochaine enquête nationale (FENU, 26 mars 2023) <https://www.uncdf.org/article/8195/digital-and-financial-literacy-in-ethiopia-uncdf-and-ministry-of-innovation-and-technology-convene-key-stakeholders-to-deliberate-on-an-upcoming-nation-wide-survey>

⁸ Ethio Telecom lance officiellement son service commercial 5G (Ethio Telecom 09 septembre 2023) <https://www.ethio-telecom.et/ethio-telecom-officially-launches-its-commercial-5g-service/>

► Analyse du pays

Accès à l'internet et perturbations

Sous la direction du Premier ministre Abiy, l'Éthiopie est confrontée depuis des années à une instabilité politique persistante. Cette instabilité est étroitement liée aux restrictions imposées à l'accès à l'internet et aux plateformes en ligne, ce qui suscite des inquiétudes quant à la censure et à la violation des droits numériques.⁹

Le gouvernement éthiopien justifie rarement ses interruptions de réseau en invoquant des motifs juridiques, bien que ces motifs soient souvent vagues et rarement invoqués. Les raisons les plus courantes sont la législation sur la sécurité nationale et l'état d'urgence.¹⁰ Cependant, le gouvernement ne parvient généralement pas à justifier ses actions dans un cas particulier, et la base juridique de ces perturbations est généralement contestée, car il n'existe pas de loi spécifique pour restreindre les moyens de communication dans le pays.¹¹

Malgré les critiques des groupes de défense des droits de l'homme et de la communauté internationale, notamment de l'ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté d'opinion et d'expression en 2020, les responsables éthiopiens estiment que les coupures d'Internet peuvent freiner la violence et maintenir la sécurité nationale.¹² Ce raisonnement a été largement utilisé pour justifier des coupures d'Internet à l'échelle nationale, comme celle qui a suivi les assassinats très médiatisés de représentants du gouvernement en juin 2019.¹³ Le Premier ministre Abiy Ahmed a défendu ces mesures en déclarant qu'«Internet n'est ni de l'eau ni de l'air» et qu'ils fermeraient Internet si nécessaire.¹⁴

Bien qu'Internet ne soit pas une nécessité physique comme l'eau ou l'air, il est devenu une plateforme vitale pour l'exercice des droits à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à d'autres droits de l'homme. L'affirmation du Premier ministre Abiy selon laquelle «Internet n'est ni de l'eau ni de l'air» et qu'ils le fermeraient si nécessaire semble minimiser l'importance de l'accès à Internet en tant que droit humain fondamental, comme le soulignent la déclaration de 2019 de la CADHP¹⁵ et la résolution de 2016 des Nations unies sur la promotion, la protection et la jouissance des droits de l'homme sur Internet.¹⁶

⁹ #KeeoltOn in Conflict : l'impact humain de la coupure d'Internet dans la région d'Amhara, en Éthiopie (AccessNow, 22 novembre 2023) <https://www.accessnow.org/keepiton-in-conflict-the-human-impact-of-internet-shutdowns-in-amhara-region-ethiopia/#:~:text=The%20same%20report%20also%20highlights.abuses%20to%20be%20covered%20up.>

¹⁰ Éthiopie : Les autorités doivent permettre aux enquêteurs indépendants et aux médias d'accéder librement à la région d'Amhara afin d'enquêter sur les violations commises dans le cadre de l'état d'urgence. (Amnesty International, 18 août 2023) <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/08/ethiopia-authorities-must-grant-independent-investigators-media-unfettered-access-to-amhara-region-to-probe-violations-under-state-of-emergency/>

¹¹ Kinfe Micheal Yilma, PhD "Network Disruptions and the Law in Ethiopia : A Legal Guide" (Internews, août/septembre 2021) <https://internews.org/wp-content/uploads/2022/08/Network-Disruptions-and-the-Law-in-Ethiopia.pdf>

¹² Ethiopia enters 3rd week of internet shutdown after deadly unrest (CBC, July 15, 2020) <https://www.cbc.ca/news/world/ethiopia-internet-shutdown-unrest-1.5649893>

¹³ En juin 2019, trois dirigeants de la région Amhara ont été assassinés dans la ville de Bahir Dar, capitale de la région Amhara, ainsi que le chef de l'armée éthiopienne à Addis-Abeba. À la suite de ces assassinats, toutes les communications par internet ont été restreintes pendant deux semaines.

¹⁴ Kinfe Yilma "The Legal Justification of Sorts for Ethiopia's Internet Shutdown" (Addis Fortune, 18 juillet 2020) <https://addisfortune.news/the-legal-justification-of-sorts-for-ethiopia-internet-shutdowns/>

¹⁵ Déclaration de principes sur la liberté d'expression 2019 (17 avril 2020) <https://achpr.au.int/en/special-mechanisms-reports/declaration-principles-freedom-expression-2019>

¹⁶ La promotion, la protection et la jouissance des droits de l'homme sur Internet (juillet 2016) <https://www.right-docs.org/doc/a-hrc-res-32-13/>

Tout au long de l'année 2023, l'Éthiopie a connu un regain de violence politique. Malgré l'accord de paix de Pretoria de novembre 2022 mettant ostensiblement fin à la guerre du Tigré, un nouveau conflit a éclaté dans la région d'Amhara, provoquant l'instauration de l'état d'urgence.¹⁷ Les autorités ont réagi en imposant une coupure totale d'Internet le 3 août 2023. Plus de 22 millions d'habitants de la région d'Amhara ont été privés de communication et d'informations vitales.¹⁸ Cette panne continue a entravé la circulation de l'information, le droit à la communication, la liberté d'expression et d'autres droits qui dépendent de l'accès à l'internet. La panne a également alimenté les inquiétudes concernant les violations des droits de l'homme dans la région, car la plupart des violations des droits de l'homme en période de conflit ne sont pas signalées et bloquent l'accès à des informations vitales en provenance du reste du monde.

Au-delà des fermetures liées aux conflits, les restrictions des médias sociaux sont devenues de plus en plus courantes. Ces restrictions sont notamment mises en œuvre pour empêcher la fuite des copies d'examen et pour contrôler les manifestations publiques. Par exemple, en juin 2023, les autorités ont bloqué les applications de messagerie pour éviter les fuites d'examens.¹⁹ En outre, un important blocus de cinq mois a été imposé aux principaux médias sociaux, spécifiquement Facebook, YouTube, Instagram et Telegram, au début de l'année 2023. Ce blocage aurait eu lieu en réponse à l'utilisation de ces plateformes par l'Église orthodoxe éthiopienne Tewahedo pour organiser des manifestations contre le gouvernement.²⁰ Une lettre ouverte rédigée par un réseau d'organisations mondiales de défense des droits de l'homme a condamné ces actions, les qualifiant de censure flagrante et de violation des droits des citoyens.²¹

La censure a empêché les utilisateurs en ligne d'accéder aux médias et a limité leur accès à l'information à un seul récit diffusé par les médias publics. Les internautes éthiopiens, conscients de la censure, ont eu recours à des méthodes alternatives pour contourner le blocus en utilisant un réseau privé virtuel (VPN). L'augmentation de l'utilisation des VPN a atteint 3 651 % après le blocage des médias sociaux en 2023.²²

Le paysage des droits numériques compromis par les fermetures d'Internet a un impact significatif sur le fonctionnement de l'économie. Les fermetures d'Internet peuvent bloquer les investissements directs étrangers, entraver le fonctionnement des entreprises numériques, les transferts de fonds et le bon fonctionnement des startups technologiques et des petites entreprises qui dépendent des plateformes en ligne.²³ Une estimation du calculateur NetLoss de l'Internet Society indique que l'Éthiopie a perdu environ 144 millions de dollars US pour avoir bloqué des médias sociaux entre février et juin 2023.²⁴

¹⁷ Dawit Endeshaw L'Éthiopie déclare l'état d'urgence pour six mois dans la région d'Amhara à la suite d'affrontements. (Reuters, 4 août 2023) <https://www.reuters.com/world/africa/ethiopia-declares-state-emergency-following-militia-clashes-2023-08-04/>

¹⁸ Les autorités éthiopiennes doivent rétablir l'accès à Internet dans la région d'Amhara (AccessNow 12 septembre 2023) <https://www.accessnow.org/press-release/amhara-internet-shutdown/#:~:text=This%20is%20the%20second%20time,to%20disband%20regional%20security%20forces.>

¹⁹ Fermeture des médias sociaux en Éthiopie pour les examens (CGTN Afrique, 15 juin 2023) <https://africa.cgtn.com/social-media-shut-down-in-ethiopia-for-exams/>

²⁰ Éthiopie : Les médias sociaux sont de nouveau accessibles après 5 mois de blocage (Africanews 19 juillet 2023) <https://www.africanews.com/2023/07/19/ethiopia-social-media-accessible-again-after-5-months-of-blockage/>

²¹ Lettre ouverte au gouvernement éthiopien : mettez fin de toute urgence à la fermeture de l'internet dans toutes les régions du pays (Access now, 26 avril 2023) <https://www.accessnow.org/press-release/open-letter-to-the-ethiopian-government/>

²² Rob Binns " Demande mondiale de VPN : Pourquoi ces pays ont-ils le plus recherché de VPN en 2023 ?" (19 janvier 2024) <https://www.techopedia.com/vpn/countries-most-searched-vpns-in-2023>

²³ Yohannes Eneyew Ayalew " Démystifier l'impact de la fermeture d'Internet sur les entreprises en démarrage en Éthiopie " (CARD août 2022) <https://www.cardeth.org/wp-content/uploads/2022/10/Business-Trampled-Demystifying-the-Impact-of-Internet-Shutdown-on-Start-up-Businesses-in-Ethiopia.pdf>

²⁴ Metasebia Teshome La fermeture de l'internet en Éthiopie s'avère préjudiciable (Capital Ethiopia, July 03, 2023) <https://www.capitalethiopia.com/2023/07/03/ethiopia-internet-shutdown-proves-to-be-detrimental/#:~:text=Ethiopia%20loses%20144.8%20million%20dollars,internet%20shutdowns%20around%20the%20world.>

Liberté d'expression en ligne

La Constitution de la République fédérale démocratique d'Éthiopie garantit la liberté d'expression et la liberté des médias, conformément à l'article 9 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Charte africaine)²⁵ et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).²⁶ Cela inclut la liberté de rechercher, de recevoir et de partager des informations par n'importe quel moyennes, y compris l'internet. Des lois spécifiques régissent les médias de masse, les services de radiodiffusion, les discours haineux, la désinformation et la réglementation des médias sociaux. Auparavant, les médias éthiopiens étaient régis par la Proclamation sur la liberté des médias et l'accès à l'information. Cette loi a été mise à jour en 2021 avec l'introduction de la Proclamation sur les médias.²⁷ La nouvelle loi sur les médias en Éthiopie, bien qu'elle vise à réglementer le paysage médiatique en pleine évolution, est confrontée à plusieurs défis majeurs.

La principale difficulté réside dans les violations de la loi commises par le gouvernement lui-même, notamment en ce qui concerne la détention provisoire.²⁸ Ce manque de respect de son propre cadre juridique nuit à l'efficacité de la loi et soulève des questions quant à son engagement en faveur de la liberté des médias.²⁹ L'enregistrement des médias en ligne en Éthiopie est régi par une directive de l'Autorité éthiopienne des médias, qui exige que les individus ou les entreprises diffusant des informations en ligne s'enregistrent auprès de l'Autorité. Cela inclut ceux qui utilisent des plateformes en ligne à des fins commerciales. La directive accorde un statut légal aux points de vente qui remplissent les conditions de l'Autorité, telles que l'adhésion aux lois contre les discours haineux, la curation du contenu et la protection des données des utilisateurs.³⁰

La guerre civile qui a éclaté en novembre 2020 continue d'avoir un effet dissuasif sur la liberté d'expression. Neuf journalistes couvrant la guerre ont été enlevés de force ou détenus.³¹ ³² Un correspondant étranger s'est vu retirer sa licence pour avoir couvert la guerre civile.³³ En 2022, une conférence de presse prévue par un groupe d'organisations de la société civile pour appeler à la paix a été interdite par les autorités.³⁴ En décembre 2023, un groupe d'opposition a appelé à une manifestation pour réclamer la paix et s'opposer au conflit en cours dans la région d'Amhara. Cette manifestation a été interdite par la police, ce qui a entraîné l'arrestation des organisateurs.³⁵ Cette situation reflète le contexte plus large d'un espace civique restreint en Éthiopie.

²⁵ Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : Article 9

<https://www.african-court.org/wpafc/wp-content/uploads/2020/04/AFRICAN-BANJUL-CHARTER-ON-HUMAN-AND-PEOPLES-RIGHTS.pdf>

²⁶ Assemblée générale des Nations unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966, Recueil des traités des Nations unies (RTNU), vol. 999, p. 171, article 19.

²⁷ Proclamation sur les médias n° 1238/2021, 27e année n° 22, Federal Negarit Gazette, 5 avril 2021 Addis-Abeba.

²⁸ Zetalam Shiferaw Woldemichael " La détention illégale de journalistes en Éthiopie se poursuit malgré des lois modifiées " (Ethiopia Insight December 11, 2022) <https://www.ethiopia-insight.com/2022/12/11/restrictions-on-journalists-in-ethiopia-continue-despite-amended-laws/>

²⁹ Misganaw Mulugeta Assefa " LES LEGISLATIONS SUR LES NOUVEAUX MEDIAS ET LEUR MISE EN OEUVRE EN ETHIOPIE: A REVIEW " (CARD, avril 2023) <https://www.cardeth.org/sites/default/files/New%20Media%20Legislations%20and%20their%20Implementations%20in%20Ethiopia.pdf>

³⁰ (Addis Fortune 29 mai 2021) <https://addisfortune.news/new-directive-to-govern-online-media-outlets/>

³¹ La guerre du Tigré place l'Éthiopie parmi les pays qui emprisonnent le plus de journalistes (Nation, 09 décembre 2021) <https://nation.africa/kenya/news/africa/ethiopia-now-among-africa-top-jailers-of-journalists-3647366>

³² Fred Harter L'Éthiopie durcit le ton à l'égard des journalistes depuis le conflit du Tigré (VOA, August 02, 2022) <https://www.voanews.com/a/ethiopia-gets-tough-on-journalists-since-tigray-conflict-/6683980.html>

³³ Ethiopia Expels New York Times Reporter Who Covered Tigray War (VOA, 22 mai 2021) <https://www.voanews.com/a/ethiopia-tigray-ethiopia-expels-new-york-times-reporter-who-covered-tigray-war/6206113.html>

³⁴ Biruk Alemu "News : Malgré l'interdiction de rencontrer la presse, les OSC locales appellent à une paix immédiate en Éthiopie et à la fourniture de services de base dans le Tigré et dans d'autres régions touchées par le conflit. " (Addis Standard, September 7, 2022) <https://addisstandard.com/news-despite-ban-on-meeting-press-local-csos-call-for-immediate-peace-in-ethiopia-basic-services-provision-in-tigray-other-conflict-hit-areas/>

³⁵ Éthiopie : Des groupes politiques prévoient de manifester à Addis-Abeba (Crisis24, December 08, 2023) <https://crisis24.garda.com/alerts/2023/12/ethiopia-political-group-plan-to-protest-in-addis-ababa-dec-10>

Le conflit actuel dans la région d'Amhara et les tensions entre le gouvernement et l'Église orthodoxe éthiopienne Tewahido ont permis au gouvernement de s'en prendre aux journalistes et aux militants.³⁶ L'état d'urgence qui a été déclaré dans la région d'Amhara en août a été utilisé pour étouffer le droit à la liberté d'expression. Les archives du Comité pour la protection des journalistes (CPI) montrent que trois journalistes ont été détenus en vertu de la loi sur l'état d'urgence en août 2023, puis relâchés.³⁷ En octobre 2023, trois journalistes ont été détenus et envoyés dans un camp militaire sans aucun procès.³⁸ Ces arrestations et détentions montrent que les autorités éthiopiennes ne sont pas déterminées à protéger l'espace médiatique conformément au droit et aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Bien que la législation sur les médias interdise la détention provisoire, les maisons de presse et les journalistes sont constamment attaqués, victimes d'arrestations arbitraires et de harcèlement.³⁹ Ce traitement sévère contribue à rétrécir l'espace même que la proclamation sur les médias est censée élargir et crée un climat de peur et de répression.

En mars 2020, l'Éthiopie a promulgué la Hate Speech and Disinformation Prevention and Suppression Proclamation, suscitant à la fois l'espoir d'un espace en ligne plus sûr et des inquiétudes quant à son potentiel d'étouffement de la liberté d'expression.⁴⁰ Alors que le gouvernement affirme que la loi est essentielle pour lutter contre les contenus préjudiciables susceptibles de déstabiliser le pays, les critiques soulignent que ses définitions vagues et sa large portée constituent des menaces pour les droits fondamentaux. La loi interdit la diffusion de discours de haine et de désinformation sur différents supports, notamment les médias sociaux, la presse écrite et la radiodiffusion.⁴¹ Les inquiétudes concernant le risque d'utilisation abusive de la loi sont amplifiées par les antécédents du gouvernement en matière de restriction de la liberté de la presse et des droits de l'homme. Les sanctions sévères prévues par la loi, notamment des peines d'emprisonnement et des amendes:

- a. Toute personne qui commet des actes proscrits en vertu de l'article 4 est passible d'une peine d'emprisonnement simple ne dépassant pas deux ans ou d'une amende ne dépassant pas 100 000 birrs.
- b. Si une attaque contre une personne ou un groupe a été commise à la suite d'un discours de haine, la sanction sera une simple peine d'emprisonnement ne dépassant pas un an à cinq ans.
- c) Toute personne qui commet des actes interdits en vertu de l'article 5 sera punie d'une simple peine d'emprisonnement ne dépassant pas un an ou d'une amende ne dépassant pas 50 000 birrs.
- d) Si l'infraction d'incitation à la haine ou de désinformation a été commise par le biais d'un compte de média social ayant plus de 5 000 adeptes ou par le biais d'un service de diffusion ou de la presse écrite, la personne responsable de l'acte sera punie d'une peine d'emprisonnement simple ne dépassant pas trois ans ou d'une amende ne dépassant pas 100 000 birrs.
- f) Si la diffusion de la désinformation entraîne des violences ou des troubles publics, la peine est une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans.
- g) Si aucune violence ou trouble public n'a résulté de la commission de l'infraction de discours de haine ou de désinformation et si un tribunal est convaincu que la correction du condamné sera mieux servie par des alternatives autres que l'amende ou l'emprisonnement, le tribunal peut condamner le condamné à effectuer un travail d'intérêt général obligatoire.⁴²

9

³⁶ Les forces de sécurité arrêtent deux journalistes au milieu de la répression suite au schisme en cours dans l'Église orthodoxe, qui a suivi les troubles (Addis Standard, 15 février 2023) <https://addisstandard.com/news-security-forces-detain-two-journalists-amidst-crackdown-following-schisme-de-l-eglise-orthodoxe-en-cours-troubles-qui-ensuivent/>

³⁷ Trois nouveaux journalistes arrêtés dans le cadre de l'état d'urgence en Éthiopie (CPI, 06 septembre 2023) <https://cpj.org/2023/09/three-more-journalists-arrested-under-ethiopias-state-of-emergency/>

³⁸ Trois journalistes détenus en Éthiopie, transférés dans un camp militaire (CPI, 05 octobre 2023) <https://cpj.org/2023/10/three-journalists-detained-in-ethiopia-transferred-to-military-camp/>

³⁹ L'Éthiopie est l'un des pays qui emprisonnent le plus de journalistes - Groupe de défense des droits (Nouvelles d'Afrique, 02 août 2022) <https://www.africanews.com/2022/08/02/ethiopia-among-worst-jailers-of-journalists-rights-group/>

⁴⁰ Berhan Taye La loi éthiopienne sur l'incitation à la haine et la désinformation : le pour, le contre et un mystère". " (Accessnow May 19, 2020) <https://www.accessnow.org/ethiopias-hate-speech-and-disinformation-law-the-pros-the-cons-and-a-mystery/>

⁴¹ Proclamation sur la prévention et la suppression du discours haineux et de la désinformation n° 1185 /2020,

⁴² Proclamation sur la prévention et la suppression du discours haineux et de la désinformation No. 1185 /2020, Article 7

En mars 2021, le journaliste Yayisew Shimelis serait la première personne visée par cette loi. Yayisew a été arrêté sur la base d'un article qu'il avait publié. Dans ce reportage, Yayisew affirmait que le gouvernement s'attendait à un nombre élevé de décès dus au virus et avait préparé des concessions funéraires pour 200 000 victimes potentielles.⁴³ En avril 2020, Yayisew a été libéré sous caution.⁴⁴ Plus tard, en mai 2022, il a été condamné à trois mois de travaux d'intérêt général obligatoires.⁴⁵

Les définitions vagues des termes “discours de haine” et “désinformation” ont un effet dissuasif sur la liberté d'expression, entravant le dialogue ouvert et le journalisme d'investigation. Le manque de clarté oblige les citoyens et les journalistes à s'autocensurer par crainte d'être poursuivis, ce qui risque de réduire au silence les opinions dissidentes et les voix critiques.⁴⁶

En outre, le bilan du gouvernement en matière de liberté de la presse et de droits de l'homme alimente les craintes d'une utilisation abusive de la loi comme outil de répression, avec ses pouvoirs étendus et ses sanctions sévères pour les discours en ligne.⁴⁷

Ces dernières années, les discours de haine et d'incitation à la violence ont considérablement augmenté sur les plateformes de médias sociaux. Cette augmentation a été particulièrement visible pendant le conflit du Tigré, où la désinformation et les discours de haine étaient omniprésents.⁴⁸ Par conséquent, le flux illimité d'informations a commencé à empiéter sur le domaine de la liberté d'expression. Si les médias sociaux ont permis aux individus d'obtenir des informations et d'exprimer leurs opinions, ils se sont en même temps transformés en un foyer de violence provoquée par les utilisateurs.

En décembre 2022, Meta a été poursuivi par un groupe d'avocats devant la Haute Cour du Kenya. Selon eux, l'algorithme de Meta encourageait les discours incitant à la violence ethnique en Éthiopie. L'affaire est portée par des personnes qui ont été directement touchées par les discours haineux et la violence incitée sur Facebook, notamment Fisseha Tekle, conseiller juridique à Amnesty International, et Abraham Meareg, le fils d'un professeur d'université qui a été tué à la suite de messages haineux sur Facebook.⁴⁹ La protection des groupes minoritaires sur les plateformes de médias sociaux a fait l'objet de critiques de la part de divers groupes de défense des droits. Ces critiques ont été particulièrement prononcées dans le contexte de la communauté LGBTI+, qui a été la cible de campagnes de haine et d'appels à la violence en ligne.⁵⁰ Ces affaires ont mis en évidence l'utilisation potentiellement abusive des plateformes de médias sociaux et soulevé des questions sur la responsabilité des entreprises technologiques dans la modération du contenu partagé sur leurs plateformes.

⁴³ Le journaliste Yayisew Shimelis a été arrêté et inculpé en vertu de la proclamation contre les discours haineux et la désinformation après avoir réalisé un reportage pendant la pandémie de COVID-19. Dans ce reportage, Yayisew affirmait que le gouvernement s'attendait à un nombre élevé de décès dus au virus et qu'il avait préparé des sépultures pour 200 000 victimes potentielles.

⁴⁴ Mahlet Fasil “News update : Les procureurs accusent le journaliste Yayesew de la nouvelle loi sur les discours de haine” (Addis Standard, 21 avril 2020) <https://addisstandard.com/news-update-prosecutors-charge-journalist-yayesew-with-newly-enacted-hate-speech-law/>

⁴⁵ Les journalistes Yayesew Shimelis et Temesgen Desalegn détenus en Éthiopie (CPI, 27 mai 2022) <https://cpj.org/2022/05/journalists-yayesew-shimelis-and-temesgen-desalegn-detained-in-ethiopia/>

⁴⁶ Analyse de la proclamation éthiopienne n° 11 85 /2020 relative à la prévention et à la suppression des discours haineux et de la désinformation (CIPESA, juillet 2020) https://cipesa.org/wp-content/files/briefs/Analysis-of-Ethiopias-Hate-Speech-Proclamation_July-2020.pdf

⁴⁷ Éthiopie : La loi sur la propagande haineuse et la désinformation ne doit pas être utilisée pour réprimer la critique du gouvernement (article 19, 19 janvier 2021) <https://www.article19.org/resources/ethiopia-hate-speech-and-disinformation-law-must-not-be-used-to-suppress-the-criticism-of-the-government/>

⁴⁸ Peter Mwai “Le conflit du Tigré en Éthiopie : Que font Facebook et Twitter pour lutter contre les discours de haine ?” (BBC, 23 novembre 2021) <https://www.bbc.com/news/59251942>

⁴⁹ Kenya : Meta poursuivi pour 1,6 milliard USD pour avoir alimenté la violence ethnique en Éthiopie (Amnesty, 14 décembre 2022) https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/kenya-meta-sued-for-1-6-billion-usd-for-fueling-ethiopia-ethnic-violence/?_cf_chl_tk=dVV8BylQHVMgumAUX9NL9PoRb3fAAgC7J5Zno5oyQYE-1703772237-0-gaNycGzNEDs

⁵⁰ Les vidéos TikTok sont responsables de harcèlement en ligne et d'agressions physiques, selon la communauté LGBTQ+ d'Éthiopie (The Economic Times, 11 août, 2022) <https://economictimes.indiatimes.com/tech/technology/tiktok-videos-responsible-for-online-harassment-and-physical-attacks-claim-ethiopias-lgbtq-community/articleshow/102636602.cms>.

Désinformation sexué

Le paysage numérique éthiopien n'est pas étranger au chaos. La désinformation sexiste est une façon d'utiliser de faux récits sur le genre et le sexe, et vise à réduire les femmes au silence dans le discours public. Ce silence s'accompagne souvent de stéréotypes nuisibles, d'une hypersexualisation et d'un ciblage politique. Bien que les données à ce sujet soient limitées en Éthiopie, l'utilisation croissante d'Internet expose les femmes à de telles campagnes, dissuadant leur participation en ligne et leur accès à l'information, voire causant un préjudice réel.⁵¹

Les médias sociaux éthiopiens, malgré leur potentiel de connexion et de partage d'informations, favorisent un discours public toxique par le biais de discours de haine, de désinformation et de violence sexiste en ligne. Cela alimente les divisions et les troubles de la société, tandis que des plateformes comme Facebook sont critiquées pour la lenteur de la modération des contenus.⁵²

En particulier, les femmes éthiopiennes sont victimes de harcèlement en ligne et de partage non consenti d'images intimes, qui constituent des tactiques de réduction au silence. Si la loi de 2020 contre les discours haineux et la désinformation inclut le genre, ainsi que l'ethnie, la race, la religion et le handicap comme caractéristiques protégées, elle ne protège pas contre la violence sexiste en ligne. Les efforts de sensibilisation, d'éducation des utilisateurs et de plaidoyer en faveur de lois de protection en ligne plus strictes sont très limités.⁵³

Identité numérique (ID)

La Chambre des représentants du peuple a approuvé le projet de loi sur l'identification numérique en mai 2023.⁵⁴ Selon le site web du programme national d'identification (NIDP), à la fin de l'année 2023, 3,5 millions de citoyens s'étaient enregistrés depuis le lancement du programme en 2021.⁵⁵

Le projet de loi permet au programme national de collecter des données biométriques et démographiques sur les Éthiopiens et les étrangers vivant en Éthiopie.⁵⁶ Lors de l'enregistrement, un numéro unique connu sous le nom de numéro Fayda (numéro d'identification) est attribué à la personne enregistrée et lui est envoyé via un message texte non crypté, ce qui pourrait potentiellement compromettre le numéro d'identité de la personne.

En juillet 2023, la Banque nationale d'Éthiopie (NBE) et le programme d'identification numérique éthiopien se sont associés pour annoncer l'utilisation d'identifiants numériques pour les institutions financières et l'embarquement des clients sur la plateforme d'identification numérique au cours de l'exercice fiscal éthiopien 2023/24. Ce partenariat permet également aux banques d'enregistrer de nouveaux clients pour les cartes d'identité numériques afin d'augmenter le nombre de

⁵¹ A/78/288 : La désinformation sexiste et ses implications pour le droit à la liberté d'expression - Rapport du rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/a78288-gendered-disinformation-and-its-implications-right-freedom>

⁵² Meta est poursuivi pour 1,6 milliard de dollars pour avoir alimenté la violence ethnique en Éthiopie (Amnesty, 14 décembre 2022) https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/kenya-meta-sued-for-1-6-billion-usd-for-fueling-ethiopia-ethnic-violence/?_cf_chl_tk=dVV8BylQHVMgumAUX9NL9PoRb3fAAgC7J5Zno5oyQYE-1703772237-0-gaNycGzNEDs

⁵³ Ermias Mulugeta "Technology's sour blessing : Technology facilitated gender-based violence in Ethiopia" (Gender IT, December 07, 2023) <https://genderit.org/feminist-talk/technologys-sour-blessing-technology-facilitated-gender-based-violence-ethiopia>

⁵⁴ Le Parlement a approuvé la loi sur l'identité numérique (Shega, 30 mars 2023) <https://shega.co/post/parliament-approves-digital-id-law/>

⁵⁵ Identité numérique" <https://id.gov.et/>

⁵⁶ Amanuel Yilkal "Gov't to issue digital IDs for foreigners living in Ethiopia" (The Reporter Ethiopia, 14 mai 2022) <https://www.thereporterethiopia.com/23805/>

⁵⁷ NBE, National Id annoncent une nouvelle initiative (FBC, 11 juillet 2023) <https://www.fanabc.com/english/implementation-of-national-id-will-help-build-a-stronger-financial-sector-nbe/>

⁵⁸ L'Éthiopie exigera une carte d'identité numérique pour l'accès aux services publics (Dig Watch, 14 janvier 2024) <https://dig.watch/updates/ethiopia-to-require-digital-id-for-accessing-government-services>

détenteurs de cartes d'identité numériques.⁵⁷ Selon la proclamation sur l'identification numérique, il n'est pas obligatoire pour les citoyens de s'inscrire pour obtenir un identifiant numérique, mais la proclamation permet aux institutions, y compris les banques, d'exiger un identifiant numérique ou de refuser des services.⁵⁸

Le 13 décembre 2023, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 350 millions de dollars pour accélérer le déploiement de la carte d'identité numérique biométrique en Éthiopie. Cette initiative vise à fournir une carte d'identité numérique à au moins 90 millions d'Éthiopiens, de réfugiés et de migrants vivant en Éthiopie.⁵⁹ Le gouvernement prévoit de délivrer des cartes d'identité numériques à 95 % de la population d'ici à la fin de 2025.⁶⁰ Toutefois, l'absence d'une loi active protégeant les données biométriques et démographiques des citoyens constitue une préoccupation majeure. À l'heure actuelle, il n'existe pas de législation globale qui protège ces données essentielles. Cette absence de cadre juridique pour la protection des données soulève des questions sur la sécurité et la vie privée des citoyens.⁶¹

Les groupes de défense des droits de l'homme et les défenseurs des droits numériques avertissent que le déploiement des cartes d'identité numériques en Éthiopie pendant une période de conflit actif soulève de sérieuses inquiétudes quant au manque de transparence, au risque de profilage ethnique et de discrimination, et à l'utilisation abusive de la loi.⁶² Cela est particulièrement inquiétant à la lumière des tendances récentes en matière de profilage ethnique et d'abus des droits de l'homme lors de conflits tels que la guerre du Tigré, où la Banque nationale d'Éthiopie a suspendu les comptes bancaires dans la région du Tigré pendant des mois.⁶³ Si l'accès à des services essentiels tels que l'aide alimentaire, les soins de santé et les services bancaires deviennent lié aux cartes d'identité numériques dans un contexte aussi instable, cela risque de créer un système dans lequel les produits de première nécessité sont refusés en fonction de l'appartenance ethnique plutôt que des besoins, ce qui aggraverait les inégalités existantes et pourrait alimenter encore davantage la discrimination.

Évolution des TIC et des technologies émergentes

En 2020, l'Éthiopie a adopté un plan numérique intitulé "Digital Ethiopia 2025: Une stratégie numérique pour la prospérité inclusive de l'Éthiopie."⁶⁴ Ce plan vise à mettre en place une économie basée sur la technologie numérique et à accélérer la numérisation. La stratégie se concentre sur quatre domaines clés: le développement d'une infrastructure fiable, inclusive et interopérable ; la promotion de l'adoption de paiements numériques inclusifs ; la mise en place d'un cadre réglementaire et de surveillance solide et cohérent ; et la création d'un environnement

⁵⁹ La Banque mondiale soutient les projets éthiopiens de Digital Id pour accroître l'accès aux services et aux opportunités économiques (Banque mondiale, 13 décembre 2023) <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2023/12/13/world-bank-supports-afe-ethiopias-digital-id-project-to-increase-access-to-services-and-economic-opportunities#:~:text=The%20project%20will%20also%20invest,for%20Host%20Community%20and%20Refugees>.

⁶⁰ L'Éthiopie se prépare à délivrer une carte d'identité nationale à ses citoyens jusqu'en 2025 (ENA, 16 décembre 2021) https://www.ena.et/web/eng/w/en_31670

⁶¹ Dadimos Haile "Aperçu de la protection des données en Éthiopie" (Data Guidance, October, 2023) (<https://www.dataguidance.com/notes/ethiopia-data-protection-overview>)

⁶² Zecharias Zelalem " L'identité numérique éthiopienne fait craindre un profilage ethnique " (Contexte, 01 février 2023) <https://www.context.news/surveillance/ethiopia-digital-id-prompts-fears-of-ethnic-profiling>

⁶³ La banque centrale suspend les comptes ouverts dans l'État du Tigré (Addis Fortune, 1er septembre 2021) <https://addis-fortune.news/central-bank-suspends-accounts-opened-in-tigray-state/>

⁶⁴ Digital Ethiopia 2025, une stratégie numérique pour la prospérité inclusive de l'Éthiopie : http://unidoseoul.org/en/files/2023/11/Ethiopias-Digital-Strategy-Digital-Ethiopia-2025_The-office-of-the-Prime-Minister.pdf

propice à l'innovation.⁶⁵ Bien que la stratégie soit conçue pour réaliser le potentiel numérique du pays et tirer parti de la technologie pour construire un développement économique numérique, la situation sécuritaire dans le pays a créé un environnement moins favorable pour les entreprises de nouvelles technologies. Les entreprises de télécommunications qui rejoignent le secteur éthiopien des télécommunications à la suite du processus de libéralisation des télécommunications sont confrontées à des problèmes de viabilité en raison de la détérioration de la situation sécuritaire et du manque d'engagement en faveur de l'ouverture de l'économie du pays.⁶⁶

Cela pourrait affecter la qualité et la cohérence des services, qui sont essentielles pour garantir les droits numériques. Un service inadéquat et des interruptions fréquentes peuvent entraver la croissance du secteur des TIC du pays, en élargissant la fracture numérique et en ayant un impact sur les droits numériques tels que le droit d'accès à l'information et la liberté d'expression.

Dans le cadre d'une avancée significative vers la libéralisation du marché financier, la Banque nationale d'Éthiopie a accordé des licences à Mpesa de Safaricom.⁶⁷ Mpesa est un service qui utilise la technologie numérique pour faciliter les transactions de paiement. Cette décision marque un tournant dans le paysage financier de l'Éthiopie, ouvrant de nouvelles voies aux institutions financières étrangères pour rejoindre le marché éthiopien.

Cette évolution fait suite au lancement de la propre plateforme de paiement numérique d'Ethiotelecom, Telebirr, en 2021.⁶⁸ Alors que Mpesa est un nouveau venu sur le marché éthiopien, Telebirr a fait des progrès considérables pour établir sa domination. L'une des stratégies clés employées par Telebirr est l'utilisation obligatoire de sa plateforme pour certaines transactions. L'obligation d'utiliser Telebirr pour faire le plein dans les stations-service en est un bon exemple.⁶⁹ Même si cette mesure n'a aucun fondement juridique, elle fait en sorte que Telebirr devienne une partie intégrante des transactions quotidiennes. Dans son rapport annuel, Telebirr a annoncé qu'il avait franchi une étape importante avec une base de 30 millions d'utilisateurs.⁷⁰

Le 30 juin 2023, le ministère de l'innovation et de la technologie a révélé qu'un projet de politique nationale en matière d'IA était en phase finale. Bien que le projet de politique ne soit pas accessible au public, les médias d'État affirment que la politique vise à exploiter le potentiel de la technologie de l'IA et à garantir son utilisation responsable et durable dans tout le pays.⁷¹ En 2022, l'Éthiopie a ouvert un musée des sciences destiné à présenter les avancées technologiques du pays. Le musée présente des solutions locales dans divers secteurs, notamment les soins de santé, la finance, la cybersécurité, les systèmes d'information géographique (SIG), les industries de services, l'analyse de données, la fabrication et la robotique.⁷²

⁶⁵ Éthiopie numérique 2025 https://www.lawethiopia.com/images/Policy_documents/Digital-Ethiopia-2025-Strategy-english.pdf

⁶⁶ Aaron Ross et Dawit Endeshaw ' Les difficultés de Safaricom en Ethiopie dissuadent les investisseurs potentiels dans les télécoms. (Reuters, 21 décembre 2023) <https://www.reuters.com/business/media-telecom/safaricom-ethiopia-struggle-deters-potential-telecoms-investors-2023-12-19/>

⁶⁷ L'Éthiopie accorde à Safaricom une licence Mpesa (Business Daily, 11 mai 2023) <https://www.businessdailyafrica.com/bd/corporate/companies/ethiopia-grants-safaricom-m-pesa-licence-4230692>

⁶⁸ Ethiotelecom lance le telebirr (Capital Ethiopia, 17 mai 2021) <https://www.capitalethiopia.com/2021/05/17/ethio-telecom-launches-telebirr/>

⁶⁹ Ibrahim Mamma, Endashaw Tesfaye 'Road to digitalization - lesson from fuel station' (Kflip, May 09, 2023) <https://kflip.info/2023/05/09/the-road-to-digitalization-lessons-from-fuel-stations/>

⁷⁰ L'argent mobile d'Ethiotelecom a atteint 34,3 millions d'abonnés avec des transactions de 679,2 milliards (FBC, 18 juillet 2023) <https://www.fanabc.com/english/ethio-telecoms-mobile-money-business-reaches-34-3mil-subscribers-with-transaction-of-etb-679-2-billion/>

⁷¹ L'Éthiopie finalise sa politique nationale sur l'IA (ENA, 30 juin 2023) https://www.ena.et/web/eng/w/eng_2993624

⁷² L'Éthiopie inaugure un musée des sciences ultramoderne (ECA, 4 octobre 2022) <https://www.uneca.org/stories/ethiopia-inaugurates-state-of-the-art-science-museum>

Fonds de service universel

En 2019, la Proclamation sur les services de communication a initié la création du Fonds de service universel (USF). En Éthiopie, l'USF est un élément important des efforts déployés par le pays pour améliorer l'accès aux services essentiels. L'objectif premier de l'USF est de réduire la fracture numérique en facilitant l'accès généralisé à l'internet et aux services de télécommunications. Il se concentre en particulier sur la fourniture de ces services aux communautés dans les zones rurales, isolées, mal desservies et à faibles revenus.⁷³ Le montant exact alloué à l'USF n'est pas précisé dans les ressources disponibles.

En tant qu'organisme de régulation des télécommunications et des communications, l'Autorité éthiopienne des communications (ECA) est chargée de mettre en œuvre les objectifs et les cibles de l'accès universel, en veillant tout particulièrement à ce que le service atteigne les utilisateurs des régions rurales et isolées de l'Éthiopie. L'ECA est également chargée de superviser et de gérer le fonds de service universel. Bien que ce fonds soit collecté auprès des entreprises de télécommunications du pays, le PDG d'Ethio Telecom a souligné qu'il incombait à la CEA de financer l'expansion des services.⁷⁴

Dans le cadre de l'ouverture du marché des télécommunications, la nouvelle tentative de la CEA d'octroyer la troisième licence de télécommunications n'a pas réussi à attirer les investisseurs.⁷⁵ Le fonds sera principalement financé par les contributions annuelles obligatoires de tous les fournisseurs agréés opérant dans les différents segments du secteur des communications. Toutefois, les déclarations spécifiques du gouvernement concernant le fonds de garantie universel ne sont pas facilement disponibles dans les ressources actuelles, ce qui ne permet pas d'évaluer correctement ses succès et ses difficultés au cours de la période considérée.

Protection des données et cybersécurité

L'Éthiopie devrait adopter une loi sur la protection des données personnelles en 2024. Il s'agit d'une étape législative importante qui vise à réglementer la protection des informations personnelles. Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi sur la protection des données personnelles, marquant ainsi une étape cruciale dans le processus législatif.⁷⁶ Il est prévu que le Parlement ratifie ensuite le projet de loi, le transformant ainsi en loi.

La version initiale de la loi éthiopienne sur la protection des données personnelles a été accueillie avec optimisme par les groupes de défense des droits numériques, car elle proposait la création d'une commission indépendante de protection des données. Bien que l'indépendance de la Commission suscite des inquiétudes, elle a été considérée comme une protection potentielle contre les intrusions. Les experts ont suggéré que la Commission soit indépendante des entités privées, du gouvernement et des acteurs internationaux.⁷⁷

⁷³ Série sur l'Éthiopie (Pygma Consulting, mars 2020) <https://pygmaconsulting.com/wp-content/uploads/2020/05/Ethiopia-II-Regulating-the-Telecoms-sector.pdf>

⁷⁴ Elias Tegegn "Ethiotelecom CEO's comment on rural access spark feud with regulator" (22 juillet 2023) <https://www.thereporterethiopia.com/35631/>

⁷⁵ Lori Prinsloo, Fasika Tadesse "Ethiopia fails to attract any bids for the third telecom license" (Bloomberg, 14 novembre 2023) <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-11-14/ethiopia-fails-to-attract-any-bids-for-third-telecom-license>

⁷⁶ L'Éthiopie prépare la première loi sur la protection des données personnelles (27 octobre 2023) <https://ethiopianmonitor.com/2023/10/27/ethiopia-prepares-first-personal-data-protection-law/>

⁷⁷ Prise de position sur le projet de protection des données personnelles en Éthiopie (CARD, août 2022) <https://www.cardeth.org/wp-content/uploads/2022/08/CARDS-Position-Paper-on-the-Draft-Personal-Data-Protection-of-Ethiopia.pdf>

Toutefois, la version finale de la loi s'écarte de la proposition initiale. Elle a placé le bureau de protection des données sous l'autorité éthiopienne des télécommunications (ECA), qui est responsable de la réglementation des fournisseurs de télécommunications dans le pays. Ce changement a suscité des inquiétudes quant à l'indépendance du bureau et à sa capacité à protéger efficacement la vie privée des individus.⁷⁸ Ce passage du projet à la version finale a jeté le doute sur l'intention initiale de la loi de servir de gardien indépendant des données des citoyens. Cette loi importante, qui aura des répercussions considérables sur la protection des données personnelles en Éthiopie, est donc ratifiée dans un climat d'opacité.

L'Éthiopie a adopté une approche plus stricte de la cybersécurité que le cadre plus large défini par les Nations unies. Les normes de cybersécurité des Nations unies, approuvées par les États membres des Nations unies en 2015, constituent un ensemble de principes non contraignants pour un comportement responsable des États en ligne, soulignant l'importance de la coopération internationale, du respect du droit international existant et d'une conduite responsable dans le cyberspace.⁷⁹

La proclamation éthiopienne de 2016 sur la criminalité informatique établit un cadre juridique plus restrictif axé sur la surveillance de l'infrastructure nationale de l'information et du cyberspace et accorde des pouvoirs de surveillance importants à l'administrateur de la sécurité des réseaux d'information (INSA), une agence gouvernementale qui a l'habitude de mener des activités de surveillance de grande envergure.⁸⁰

Les groupes de défense des droits de l'homme affirment que les définitions de certains délits, tels que l'incitation à la violence et la "diffusion de fausses informations", contenues dans la proclamation sur la criminalité informatique sont trop vagues et se prêtent à des interprétations subjectives. En outre, la loi accorde à l'INSA une grande marge de manœuvre pour cibler la dissidence ou contrôler le discours en ligne, ce qui soulève des inquiétudes quant à une éventuelle utilisation abusive à des fins politiques.⁸¹ Il n'existe aucun document public indiquant que les autorités ont utilisé cette loi pour cibler des politiciens et des défenseurs des droits de l'homme. Cependant, l'élargissement de l'autorité de l'INSA par la loi amplifie encore ces inquiétudes, étant donné les antécédents de l'INSA en matière de surveillance à grande échelle.⁸²

L'INSA, l'institution qui a pour mandat de surveiller et de répondre aux incidents liés à la cybersécurité en Éthiopie, a signalé plus de 6 700 tentatives de cyberattaques en 2023. Ces attaques comprenaient le ciblage de sites web, des logiciels malveillants, des scans d'infrastructures, des DDOS et le piratage de réseaux. La majorité de ces attaques ont été déjouées, seules 191 ayant entraîné des menaces.⁸³

⁷⁸ Projet de proclamation sur la protection des données personnelles (HoPR) https://www.hopr.gov.et/documents/portlet_file_entry/20181/%E1%8B%A8%E1%8C%8D%E1%88%8D+%E1%8B%B3%E1%89%B3+%E1%8C%A5%E1%89%A0%E1%89%83+%E1%88%A8%E1%89%82%E1%89%85+%E1%8A%A0%E1%8B%8B%E1%8C%85.pdf/7b1f56b2-ec08-e593-3884-afd597691dc1

⁷⁹ Bart Hogeveen "Les normes cybernétiques de l'ONU : Comment guident-elles le développement et l'utilisation responsables des capacités cybernétiques offensives ? 2022 https://cyberdefensereview.army.mil/Portals/6/Documents/2022_fall/08_Hogeveen.pdf?ver=BYnHYWAYLrW_PpP4lJm5A%3D%3D

⁸⁰ Éthiopie : Proclamation sur la criminalité informatique (Article 19, juillet 2016) [https://www.article19.org/data/files/medialibrary/38450/Ethiopia-Computer-Crime-Proclamation-Legal-Analysis-July-\(1\).pdf](https://www.article19.org/data/files/medialibrary/38450/Ethiopia-Computer-Crime-Proclamation-Legal-Analysis-July-(1).pdf)

⁸¹ LIBERTÉ SUR LE NET 2016 (Freedom House, 2016) <https://freedomhouse.org/country/ethiopia/freedom-net/2016>

⁸² " Ils savent tout ce que nous faisons " Communiqué de presse Éthiopie : Telecom Surveillance Chills Rights Telecom and Internet Surveillance in Ethiopia (HRW, 25 mars 2014) <https://www.hrw.org/report/2014/03/25/they-know-everything-we-do/telecom-and-internet-surveillance-ethiopia>

⁸³ L'Éthiopie signale plus de 6 000 tentatives de cyberattaques en 12 mois (APA News 25 juillet 2023) <https://apanews.net/ethiopia-reports-over-6000-cyber-attack-attempts-in-12-months/>

Surveillance

L'engagement de l'Éthiopie en faveur de la protection de la vie privée semble contradictoire. L'article 26 de la Constitution garantit explicitement ce droit fondamental, en protégeant les individus contre les perquisitions injustifiées et en assurant l'inviolabilité de la correspondance. Cependant, une loi complète sur la protection des données attend toujours d'être ratifiée par le Parlement. Le projet de proclamation sur les données, approuvé par le Conseil des ministres en 2023.⁸⁴

L'histoire de l'Éthiopie en matière de surveillance omniprésente jette une ombre sur cette promesse fragile. Des rapports de Human Rights Watch et de Citizen Lab décrivent en détail la traque agressive des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes à l'étranger par la tristement célèbre INSA à l'aide de logiciels espions commerciaux.⁸⁵ L'INSA est chargée de protéger les intérêts nationaux de l'Éthiopie dans la sphère de l'information et des infrastructures de l'information. Bien que des réformes juridiques aient révisé certaines pratiques de surveillance sans mandat dans le cadre de la loi antiterroriste révisée, les pratiques de⁸⁶ dans le cadre de l'état d'urgence accordent un pouvoir illimité aux autorités pour continuer à enfreindre les droits des citoyens.⁸⁷ Les lois et pratiques problématiques contournent souvent les protections des droits de l'homme, permettant aux autorités de surveiller et de s'immiscer dans les activités en ligne des leaders de l'opposition et des utilisateurs influents des médias sociaux.

Le gouvernement éthiopien s'appuie sur le contrôle qu'il exerce sur l'entreprise publique Ethio Telecom pour procéder à une surveillance généralisée, en exploitant les enregistrements d'appels, le trafic Internet et les messages SMS. Des recherches menées par Human Rights Watch en 2014 montrent que grâce à l'utilisation de technologies fabriquées en Chine, les autorités peuvent intercepter des communications, suivre des lieux et établir des profils détaillés de citoyens considérés comme des menaces.⁸⁸

L'état d'urgence, imposé en août 2023 à la suite du conflit dans les régions Amhara, a été utilisé par les autorités pour cibler les journalistes et les membres de l'opposition politique. En vertu de la directive de l'état d'urgence, les autorités ont le pouvoir d'arrêter les suspects qui tentent ou préparent de commettre des crimes contre l'ordre constitutionnel, qui violent le décret d'urgence ou qui entravent sa mise en œuvre, le tout sans ordonnance d'un tribunal.⁸⁹ Cette directive accorde aux autorités un pouvoir illimité de surveillance des citoyens et favorise un climat de peur et d'autocensure, renforçant ainsi le contrôle du gouvernement sur ses citoyens.

⁸⁴ L'Éthiopie prépare une loi sur la protection des données personnelles (Further Africa, 30 octobre 2023) <https://furtherafrica.com/2023/10/30/ethiopia-readys-personal-data-protection-law/>

⁸⁵ Bill Marczak, Geoffrey Alexander, Sarah McKune, John Scott-Railton, Ron Deibert "Ethiopian Dissidents Targeted with New Commercial Spyware" (Citizenlab, 6 décembre 2017) <https://citizenlab.ca/2017/12/champing-cyberbit-ethiopian-dissidents-targeted-commercial-spyware/>

⁸⁶ L'Éthiopie adopte une nouvelle version de la très critiquée loi sur le terrorisme J(VoA, 03 janvier 2020) https://voanews.com/a/africa_ethiopia-adopts-new-version-much-criticized-terrorism-law/6182042.html

⁸⁷ L'Éthiopie utilise la loi d'urgence pour multiplier les arrestations de journalistes (CPI, 15 décembre 2021) <https://cpi.org/2021/12/ethiopia-uses-emergency-law-to-ramp-up-arrests-of-journalists/>

⁸⁸ "Ils savent tout ce que nous faisons" Surveillance des télécommunications et de l'Internet en Éthiopie (HRW, 25 mars 2014) <https://www.hrw.org/report/2014/03/25/they-know-everything-we-do/telecom-and-internet-surveillance-ethiopia>

⁸⁹ Éthiopie : Les autorités doivent permettre aux enquêteurs indépendants et aux médias d'accéder librement à la région d'Amhara pour enquêter sur les violations commises dans le cadre de l'état d'urgence. (Amnesty International, 18 août 2023) <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/08/ethiopia-authorities-must-grant-independent-investigators-media-unfettered-access-to-amhara-region-to-probe-violations-under-state-of-emergency/>

► Conclusion & Recommandations

Conclusion

Le paysage de l'internet en Éthiopie est un mélange complexe de défis et d'opportunités. Les fermetures d'Internet, souvent justifiées par des préoccupations de sécurité nationale, sont devenues régulières, étouffant la dissidence et perturbant la communication. Les plateformes de médias sociaux, qui sont essentielles à la diffusion de l'information et à la connectivité, sont fréquemment bloquées. La proclamation sur les discours haineux et la désinformation et les lois sur l'état d'urgence restreignent la liberté d'expression et accordent des pouvoirs de surveillance étendus. L'introduction de cartes d'identité numériques sans mesures strictes de protection des données pose des risques importants en matière de protection de la vie privée et de discrimination. À la lumière de l'état précaire des droits numériques en Éthiopie, les parties prenantes sont encouragées à prendre en considération les recommandations proposées dans ce rapport. Ces recommandations fournissent un cadre pour répondre aux défis et aux vulnérabilités entourant les droits numériques dans le pays.

Recommandations

-
- Gouvernement :**
- » Il est impératif que le gouvernement accorde une priorité sans équivoque aux droits numériques et les préserve afin de garantir l'avenir numérique du pays. Cela implique de s'abstenir de recourir à la fermeture de l'internet et à la censure, d'abolir les lois restrictives telles que l'état d'urgence et de mettre l'accent sur la transparence et la responsabilité. La mise en œuvre de ces mesures permet non seulement de cultiver un écosystème numérique florissant, mais joue également un rôle essentiel dans la promotion d'une société plus inclusive et démocratique.
 - » Les autorités devraient collaborer activement avec diverses parties prenantes, y compris la société civile, pour cultiver un écosystème numérique solide et inclusif, en utilisant la technologie comme un facilitateur plutôt que comme un obstacle. Cette approche favorise une responsabilité partagée dans l'élaboration de politiques et de cadres qui répondent aux besoins et aux préoccupations de tous les membres de la société. La prise en compte d'un large éventail de points de vue garantit que les avancées technologiques sont exploitées pour renforcer l'inclusion, promouvoir la vie privée et améliorer la sécurité de l'information.
 - » Les autorités devraient donner la priorité au respect de la liberté d'expression et garantir la sécurité des journalistes en mettant fin aux
-

arrestations arbitraires. La protection de la liberté d'expression en ligne est essentielle pour promouvoir une société démocratique où de diverses voix peuvent être entendues sans crainte de représailles. Garantir la sécurité des journalistes est primordial pour maintenir un discours public libre et informé. Les autorités devraient s'employer activement à créer un environnement dans lequel les journalistes peuvent exercer leur métier sans être menacés de persécution, renforçant ainsi les fondements de la démocratie et promouvant la transparence et la responsabilité au sein de la société.

- » Le cadre de protection des données devrait être modifié pour inclure des dispositions relatives à la création d'une commission indépendante ayant pour mandat de superviser le respect des réglementations en matière de protection des données, d'enquêter sur les violations potentielles et d'appliquer des mesures appropriées à l'encontre des entités qui ne respectent pas les normes prescrites. Confier cette responsabilité à une commission impartiale et autonome crée un système solide qui donne la priorité et renforce l'engagement de maintenir les normes les plus élevées en matière de sécurité des données et de respect de la vie privée.
- » Le gouvernement devrait donner la priorité à la résolution pacifique des conflits dans les régions d'Amhara et d'Oromia, car c'est la clé qui permettra de débloquer des avantages socio-économiques significatifs. L'instauration de la paix dans ces régions pourrait créer un environnement propice à l'extension de la couverture des zones actuellement mal desservies par les fournisseurs de télécommunications. Cette extension de la connectivité est cruciale pour réduire la fracture numérique et favoriser le développement socio-économique.
- » Le ministère de la Justice et le Parlement devraient adopter une approche globale de l'élaboration des lois en intégrant activement les contributions des différentes parties prenantes, y compris les entités publiques, privées et de la société civile. Pour garantir un processus législatif plus inclusif et mieux informé, il est essentiel de mener de vastes consultations multipartites au cours des phases de rédaction de la législation.
- » Le gouvernement devrait rapidement adopter une réglementation complète définissant clairement les obligations spécifiques des entreprises de télécommunications et de l'Autorité éthiopienne des communications (ECA). La réglementation proposée devrait fournir un

cadre transparent décrivant les rôles, les responsabilités et les normes de performance des entreprises de télécommunications, garantissant une concurrence loyale, la protection des consommateurs et le développement global du secteur des télécommunications. En établissant un cadre réglementaire bien défini, le gouvernement peut contribuer à la croissance durable de l'industrie des télécommunications, à la promotion du développement économique et à l'amélioration de la connectivité pour les citoyens éthiopiens.

Société civile:

- » Pour garantir le respect des droits numériques dans le pays, les organisations de la société civile devraient se concentrer sur le travail de plaidoyer et de contentieux. Elles devraient mener des recherches approfondies sur l'impact des violations des droits numériques sur les citoyens. En outre, elles devraient lancer des campagnes ciblées pour sensibiliser le public et dénoncer ces violations.
- » Pour renforcer leur influence sur les droits numériques, les organisations de la société civile locale devraient former une coalition. Cela permet de disposer d'une plateforme unifiée pour exprimer les inquiétudes concernant les violations des droits numériques. Elles devraient également collaborer avec des organisations régionales et internationales pour soutenir la cause des droits numériques, ce qui leur permettrait d'obtenir des ressources, une expertise et une crédibilité supplémentaires.
- » Les organisations de la société civile doivent défendre les raisons et les domaines dans lesquels elles peuvent influencer les législateurs. Elles devraient également faire campagne pour la création d'une Commission indépendante de protection des données personnelles qui supervise l'application des lois sur la protection des données personnelles.
- » Les organisations de la société civile devraient s'unir pour lutter contre les fermetures répétées de l'internet. En se concentrant sur des litiges stratégiques, elles peuvent contester la légalité de ces fermetures devant les tribunaux et créer des précédents juridiques qui défendent le droit à l'accès à l'internet, apportant ainsi une solution à long terme.

Secteur privé :

- » Les entreprises de médias sociaux doivent s'efforcer de réduire la fracture numérique et de contribuer à l'augmentation du taux d'alphabétisation numérique dans le pays. Pour limiter la désinformation et les discours haineux, elles doivent intensifier leur travail de modération des
-

contenus dans la langue locale et faire en sorte que la plateforme soit sûre pour tous. Pour garantir la liberté d'expression, les entreprises de médias sociaux doivent collaborer avec les acteurs locaux afin de veiller au respect des droits des utilisateurs.

- » Les entreprises de télécommunications devraient s'engager à contribuer au fonds de service universel et s'efforcer de réduire la fracture numérique dans le pays.
 - » Les startups et entreprises technologiques locales devraient soutenir le travail de plaidoyer des organisations de la société civile pour respecter les droits numériques et empêcher les fermetures de l'internet qui affectent leur activité.
-



www.paradigmhq.org

Droit d'auteur © 2024